



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

... à l'hôpital
et au-delà !



Hôpital Pitié-Salpêtrière

23 janvier 2024

Face à Macron et à ses accents guerriers, réarmons nos luttes !

Lors de son show télévisé la semaine dernière, Macron a fait assaut de blabla, d'autosatisfaction et d'appels du pied toujours plus francs à l'extrême droite. Il prétend combattre le Rassemblement national... en reprenant sa politique ! Pour un peu, il aurait entonné « Travail, Famille, Patrie », la devise du maréchal Pétain, à qui il avait d'ailleurs rendu hommage en novembre 2018...

Vers l'extrême-droite toute !

Son remaniement est à l'image de sa politique : un gouvernement de la bourgeoisie, par la bourgeoisie, pour la bourgeoisie. Non content d'avoir débauché la sarkozyste Rachida Dati pour le ministère de la Culture et la « républicaine » Catherine Vautrin, homophobe intégriste, pour le ministère du Travail et de la Santé, Macron a aussi bombardé ministre de l'Éducation Amélie Oudéa-Castéra, en plus du ministère des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques. Une véritable championne dans sa catégorie, car elle a réussi à braquer d'entrée de jeu profs et parents d'élèves, en affichant avec fausse candeur tout son mépris social pour l'école publique, bonne pour les pauvres, même dans le 6^e arrondissement de Paris...

Réarmement, réarmement !

En dépit des bourdes les plus stupides et des casseroles judiciaires des uns ou des autres, ce nouveau gouvernement est bien plus qu'un simple ravalement de façade. Le discours guerrier de Macron et toute sa politique en témoignent.

Pour le volet « travail », Pôle emploi devient France travail, et depuis le 1^{er} janvier, le refus à deux reprises d'un CDI suite à un CDD ou à une mission d'intérim peut entraîner la suspension des indemnités de chômage. Pour contraindre à accepter n'importe quel emploi.

Pour le volet « famille », Macron parle de « réarmement démographique », comme s'il pouvait disposer du corps des femmes et de leur choix d'avoir ou non des enfants !

Et il embraye sur le thème de la « patrie » : veut-il disposer de cette jeunesse comme de chair à canon, dans le cadre d'une prochaine guerre ? Son soutien sans faille à l'État d'Israël qui massacre à Gaza montre non seulement que ça ne le gênerait pas, mais encore que c'est bien ce à quoi il voudrait nous préparer.

Uniforme à l'école, apprentissage de la Marseillaise, réarmement civique et mise en place d'un service national universel : une chose est sûre, Macron veut mettre la jeunesse au pas.

« Retour à l'ordre », mais un ordre social à bousculer !

Il défend l'ordre qui permet aux plus riches de faire leurs affaires en toute tranquillité... D'où les tentatives de diviser les travailleurs selon leurs origines, en allant fouiller les poubelles du RN pour introduire dans sa loi raciste Immigration la notion de « préférence nationale ». Reprendre la politique du RN permettrait de lui couper l'herbe sous le pied ? Plutôt de lui paver la voie !

Il n'y a évidemment rien à attendre de ce gouvernement. La politique annoncée par Macron est une déclaration de guerre aux classes populaires. Y compris cette loi Immigration, contre laquelle des manifestations nombreuses ont eu lieu le week-end dernier, qui va paupériser encore plus les travailleurs étrangers.

Face à ce gouvernement des riches, la seule issue sera dans nos luttes. Coordonnons nos colères, face à un pouvoir qui n'est peut-être pas si sûr de sa force : dès que ça bouge du côté des travailleurs ou des agriculteurs, comme aujourd'hui en Europe, ressurgit le spectre des Gilets jaunes.

Raison de plus pour que les travailleurs se fassent entendre : l'union nationale dont rêvent les riches et les gouvernants à leur solde, ils peuvent se la garder : nous n'avons pas les mêmes intérêts, nous ne sommes pas du même monde, ils nous le font assez sentir ! Défendons l'union du monde du travail et réarmons nos luttes !

Il est urgent d'embaucher

Le gouvernement s'était engagé en 2023 à désengorger les urgences d'ici 2024.

Aujourd'hui, des urgences ferment et celles qui restent sont toujours saturées. Les soignants épuisés se battent au quotidien pour pouvoir prendre en charge les patients.

Dans le Rhône, un syndicat de pompiers a alerté la Préfecture des attentes interminables avant la prise en charge par les hôpitaux lyonnais, expliquant qu'ils craignaient pour la vie des patients.

À Hyères, un jeune de 25 ans est mort de septicémie dans les couloirs de l'hôpital, et début janvier c'est une femme qui est morte sur un brancard dans la file d'attente du CHU de Nantes.

L'hôpital de Strasbourg en est arrivé à déployer une unité sanitaire mobile sur le parking !

Un certain nombre d'hôpitaux de l'APHP poussent les collègues à passer en 12 heures sans qu'il soit question d'embauches.

N'hésitons pas à être plus engagés que le gouvernement.

Hôpital ou usine ?

En neurochirurgie, la situation devient de plus en plus chaotique. Cela fait des années que le service est en flux-tendu et réduit les effectifs. Résultat : certaines heures, seulement une infirmière et une aide-soignante sont présentes pour 25 patients. Les aides-soignantes du service doivent courir partout entre le brancardage et les désinfections de chambre qui s'enchaînent. En 2024, on fabrique du soin comme on fabrique des voitures.

JO : un nettoyage social

À l'approche des JO, de plus en plus de familles hébergées jusque-là dans les hôtels sociaux sont expulsées afin de laisser place aux touristes fortunés venus assister aux jeux. Plusieurs milliers de places en moins pour les hébergements d'urgence, des familles en difficultés qui se retrouvent à faire de longs trajets pour l'école, et une politique policière qui consiste à vider les rues des sans-abris. Pour nos patients, plus de solutions non plus, c'est directement à la rue. Elles sont belles les valeurs de fraternité et d'inclusion des JO.

Macron manque de franchise

Depuis 2008, le gouvernement a mis en place les franchises médicales, entraînant le déremboursement d'une partie des soins. L'augmentation prévue fin mars 2024 prévoit de doubler la franchise sur les médicaments, les actes paramédicaux, les transports sanitaires, et les consultations et examens de biologie. Par exemple, pour un médicament, la part non-remboursée passera de 0,50 ct à 1€. Quand on sait qu'un français sur trois renonce déjà à se soigner, on voit où se

trouve la priorité du gouvernement. Les laboratoires pharmaceutiques ne cessent d'augmenter les prix, les mutuelles ne manqueront pas de suivre. Pour nous, la santé devient un produit de luxe.

Effets d'annonce

La promesse du Premier ministre d'un budget « historique » sur cinq ans pour l'hôpital public n'avait pas grand-chose d'inédit. L'annonce de 32 milliards supplémentaires pour le secteur de la santé correspond en réalité à la hausse du budget de la branche maladie qui a été adoptée dans la dernière loi de financement de la Sécurité sociale. Et elle ne concerne pas seulement les hôpitaux mais aussi la médecine de ville.

Dans un communiqué le syndicat d'anesthésistes SNPHAR-E constate « l'absence de nouveauté » et qu'il est « d'ores et déjà admis que cette hausse programmée du budget de la santé sera insuffisante, la hausse naturelle des dépenses de santé étant supérieure ». Un coup de com' du gouvernement, qui nous prend vraiment pour des jambons.

Factures d'électricité : + 10 % au 1er février

Après 15 % de hausse en février 2023 et 10 % en août 2023, au 1^{er} février une hausse des taxes de 10 % décidée par les pouvoirs publics va faire flamber les factures. Ces taxes avaient été temporairement réduites dans le cadre du bouclier tarifaire mais le gouvernement veut profiter de la relative stabilité des prix de l'énergie sur les marchés pour rattraper le temps perdu et nous faire les poches.

Colère

Depuis lundi, la grogne des agriculteurs prend de l'ampleur. Barrages routiers, blocages dont celui de la plateforme Leclerc de l'Aude, les actions se multiplient. Ils dénoncent le fait que la marge des produits agricoles est accaparée par la grande distribution et les groupes de l'agroalimentaire, et souffrent de l'augmentation du gazole : eux qui font vivre des millions de personnes n'arrivent plus à vivre de leur travail.

Gaza : le cap des 25 000 morts dépassé

L'offensive aérienne et terrestre menée par Israël pour « anéantir » le Hamas, a tué 25 105 personnes, en grande majorité des civils, et blessé 62 681 autres. Selon l'ONU, au moins 1,7 des quelque 2,4 millions d'habitants du petit territoire assiégé ont dû quitter leur foyer, et la population manque de tout, exposée au risque de famine et aux épidémies. Enfin l'Autorité palestinienne a annoncé que, depuis le 7 octobre, au moins 364 Palestiniens ont été tués par des soldats ou des colons israéliens en Cisjordanie. Ne cessons pas de réclamer la fin de ce génocide.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → nouveaupartianticapitaliste.fr



@npanouveaupartianticapitaliste